Séparation des pouvoirs

La séparation des pouvoirs constitue l'une des garanties majeures de la démocratie et par conséquent le citoyen peut être assuré et doit être conscient que sans elle, la démocratie n'existe plus vraiment. Dans la vie politique et sociale, les formes démocratiques comportent un risque considérable de tyrannie ou de despotisme. La tyrannie de la majorité au sens le plus simple, employé par Tocqueville dans la sous-section qui porte ce titre, souligne bien comment il est possible de passer aisément, insensiblement et presque naturellement de la tyrannie inévitable des mentalités et de la pression sociale qui est par nature essentielle à la démocratie, à la tyrannie politique. La tyrannie peut sortir très naturellement de la démocratie si le régime en place, soit en faisant une lecture particulière de la constitution (comme le fait Louis-Napoléon Bonaparte quand il renvoie le second gouvernement Barrot ou lorsqu'il considère qu'il dispose de ce que nous appelons aujourd'hui « un domaine réservé »), soit par sa pratique, ne respecte pas la séparation ni l'équilibre des pouvoirs. Pour s'assurer de l'existence d'une démocratie réelle et éviter les dérives qui conduisent à la tyrannie ou au despotisme, il faut que « *le pouvoir limite le pouvoir* » et, en fidèle disciple de Montesquieu il souligne que quelques vérifications assez simples suffisent :

« Supposez (...), un corps législatif composé de telle manière qu'il représente la majorité sans être nécessairement l'esclave de ses passions ; un pouvoir exécutif qui ait une force qui lui soit propre, une puissance judiciaire indépendante des deux autres pouvoirs ; vous aurez encore un gouvernement démocratique, mais il n'y aura presque plus de chances pour la tyrannie. »

Seuls la limitation, la partition et l'équilibre des pouvoirs institutionnels garantissent la démocratie. Les critères ainsi définis permettent en outre aux citoyens de vérifier l'authenticité de la démocratie du pays dans lequel ils vivent.